Journal officiel
de l'Union européenne

FR
Série C

C/2026/2821

10.6.2026

RAPPORT SUR LA GESTION BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE

SECTION I: PARLEMENT EUROPÉEN

EXERCICE 2025

(C/2026/2821)

SOMMAIRE

Page

INTRODUCTION 2

I. APERÇU DES ACTIVITÉS DU PARLEMENT EN 2025 2

II. ÉVOLUTION DU BUDGET DU PARLEMENT PAR COMPARAISON AVEC LE CADRE FINANCIER PLURIANNUEL 5

III. EXÉCUTION BUDGÉTAIRE EN 2025 5

A. Budget initial et budget final 8

B. Engagements et paiements 8

C. Reports de crédits de 2025 à 2026 8

D. Utilisation des reports de 2024 à 2025 8

E. Recettes 8

F. Crédits ouverts sur recettes affectées 9

G. Annulations de crédits courants pour l'exercice 9

H. Virements 9

I. Exécution budgétaire par chapitre 10

LISTE DES ANNEXES

Annexe I — Relevé des virements C approuvés au cours de l'exercice 2025 14

Annexe II — Relevé des virements P approuvés au cours de l'exercice 2025 21

Annexe III — Exécution des crédits de 2025 24

Annexe IV — Exécution des crédits reportés de l'exercice précédent 32

Annexe V — Exécution des crédits ouverts sur recettes affectées internes 37

Annexe VI — Situation des recettes en 2025 52

Annexe VII — Projet ADENAUER II — Chiffres clés 55

LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES

Tableau 1. Utilisation des crédits 5

Tableau 2. Recettes en 2025 et en 2024 (*Fonds 4 reporté et Fonds 8*) 8

Tableau 3. Analyse des virements C par catégorie de dépense et par objectif 9

Tableau 4. Évolution des engagements de crédits en 2025 par rapport à 2024 10

INTRODUCTION

1. Le rapport ci-dessous analyse la gestion budgétaire et financière du Parlement pour l'exercice 2025 Il décrit l'utilisation des ressources financières ainsi que les événements qui ont eu une influence notable sur les activités tout au long de l'exercice. Il a été rédigé conformément à l'article 255 du règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil ([1]), ci-après le «règlement financier». L'analyse effectuée se fonde sur les comptes budgétaires provisoires arrêtés par le Comptable.

2. L'exercice 2025 a été le premier exercice complet faisant suite aux élections européennes de 2024 et a donc vu le retour des travaux parlementaires essentiels et des activités de soutien à leur rythme ordinaire.

3. L'inflation dans la zone euro a continué de ralentir pour atteindre un taux d'inflation annuel ([2]) de 1,9 % pour l'année 2025, tel que publié par Eurostat (euro-indicateurs ([3])) le 19 janvier 2026, contre 2,4 % l'année précédente.

4. En 2025, le Parlement s'est vu allouer un budget de 2 527 millions d'euros, ce qui correspond à une augmentation de 6,04 % par rapport à 2024 et représente ainsi 20,84 % de la rubrique 7 du cadre financier pluriannuel (CFP). L'année 2025 marquait le cinquième exercice du CFP 2021-2027 actuel.

5. Durant l'exercice 2025, les engagements du Parlement se sont élevés à 2 518 millions d'euros du budget alloué, ses paiements à 2 157 millions d'euros (85,7 % du montant engagé) et ses reports à 2026 à 361,2 millions d'euros (14,4 % du montant engagé). Il n'y a pas eu de crédits reportés non automatiquement de 2025 à 2026.

I. APERÇU DES ACTIVITÉS DU PARLEMENT EN 2025

Renforcement des fonctions essentielles du Parlement

6. Le Bureau a décidé en septembre 2024 de créer quatre directions générales, chargées des activités législatives, budgétaires et de contrôle, à partir de l'actuelle direction générale des politiques internes. Il a également été proposé de transférer l'actuelle direction de la coordination législative et des commissions au secrétaire général adjoint compétent afin d'assurer une meilleure coordination entre les nouvelles entités.

7. Les directions générales (DG) nouvellement créées sont les suivantes:

   — Direction générale de l'économie, de la transformation et de l'industrie

   — Direction générale de la cohésion, de l'agriculture et des politiques sociales

   — Direction générale des droits des citoyens, de la justice et des affaires institutionnelles

   — Direction générale des affaires budgétaires

8. Cette nouvelle structure est opérationnelle depuis janvier 2025 et les ressources internes ont été progressivement redéployées. Il s'agit là d'un élément essentiel pour assurer le suivi de la réforme parlementaire de 2024 et préserver l'équilibre institutionnel dans le cycle législatif en fournissant aux députés l'expertise interne nécessaire.

Simplification

9. La simplification est essentielle pour améliorer la qualité des services fournis par l'administration, en particulier aux députés, tout en rendant possible une utilisation intelligente des ressources disponibles dans le but de renforcer les fonctions essentielles du Parlement. Dans ce contexte, plusieurs initiatives ont été prises pour simplifier les structures, les processus et les procédures.

([1]) Règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2024 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L, 2024/2509, 26.9.2024, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2024/2509/oj).

([2]) L'inflation annuelle correspond à la variation des prix des biens de consommation et des services entre le mois en cours et le même mois de l'année précédente.

([3]) https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/products-euro-indicators/w/2-19012026-ap.

10. Ces efforts ont conduit à d'importants changements structurels au sein du secrétariat général, notamment les réformes des DG INLO et ITEC, qui visaient, entre autres, à rationaliser les activités des DG afin de mieux aider les députés dans leur travail.

11. En outre, les directions générales ont été invitées, dans le cadre des programmes de travail annuels pour 2025, à revoir leurs activités en vue de réduire les charges administratives et de dégager des économies. Sur la base des initiatives identifiées et des évaluations spécifiques supplémentaires, un plan d'action consacré à la simplification administrative a été publié en juin 2025, prévoyant des actions immédiates et des actions à court et à moyen terme. La révision des règles internes du Parlement relatives à l'exécution du budget du Parlement européen à la suite de la révision du règlement financier a introduit plusieurs simplifications dans la gestion financière, réduisant ainsi la charge administrative pesant sur les DG.

12. Des initiatives susceptibles d'être en grande partie simplifiées ont été mises en œuvre par l'administration, notamment le projet eLegislate, qui porte sur l'achèvement de la numérisation des flux de travail des documents parlementaires et leur intégration dans les institutions de l'Union.

Cybersécurité et intelligence artificielle (IA)

13. Le règlement (UE, Euratom) 2023/2841 Règlement (UE) 2022/2560 du Parlement européen et du Conseil ([4]) sur la cybersécurité est entré en vigueur en janvier 2024, établissant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de cybersécurité dans les institutions de l'UE et introduisant plusieurs exigences obligatoires pour toutes les entités de l'UE, telles que l'établissement d'un cadre interne de gestion, de gouvernance et de contrôle des risques de cybersécurité (ci-après le «cadre»), l'achèvement des évaluations de la maturité en matière de cybersécurité, l'adoption de mesures de gestion des risques et l'approbation d'un plan de cybersécurité.

14. Dans ce contexte et à la suite d'une décision du Bureau du 10 février 2025, le Parlement a satisfait à l'ensemble des obligations dans les délais prescrits par le règlement et présenté les objets correspondants au conseil interinstitutionnel de cybersécurité.

15. À la suite de la décision du Bureau de 2023 visant à renforcer les capacités du Parlement en matière de cybersécurité, le pourvoi des 40 postes de spécialistes en sécurité des TIC a été finalisé en 2025.

16. Un cadre de gouvernance pour l'IA a été adopté par le Bureau le 11 mars 2024, ce qui a conduit à la réalisation d'analyses approfondies des risques associés à l'utilisation des nouvelles technologies. Parallèlement, un «règlement européen sur l'IA» est entré en vigueur le 1er août 2024 et ses dispositions sont applicables à compter de 2025.

17. Les organes créés dans ce cadre (un comité de gouvernance de l'IA, un groupe de pilotage inter-DG et un centre de compétence en IA) ont travaillé en 2025 à la définition d'une feuille de route qui devrait être adoptée en 2026. La feuille de route comportera une série d'actions destinées à permettre au Parlement de développer des capacités en matière d'IA de façon durable et éthiquement responsable tout en veillant à ce que les développements dans le domaine de l'IA respectent les principes fixés par le Bureau et les décisions stratégiques du comité de gouvernance de l'IA.

Infrastructures

18. En ce qui concerne les grands projets immobiliers en 2025, la situation est la suivante:

    — À Luxembourg, les travaux de construction du centre de conférences ont pris fin en décembre 2025, marquant l'achèvement du complexe immobilier. Le bâtiment ADENAUER II est passé en mode maintenance.

    — À Strasbourg:

        — Les travaux d'aménagement du bâtiment VEIL ont été achevés en février 2025, ce qui a permis d'aménager environ 650 postes de travail, dans le but de promouvoir une utilisation plus intelligente des espaces de bureaux, qui favorise les interactions informelles et sociales. L'administration du Parlement s'y est installée plus tard dans l'année.

([4]) Règlement (UE/Euratom) 2023/2841 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 établissant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de cybersécurité dans les institutions, organes et organismes de l'Union (JO L, 2023/2841, 18.12.2023, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2023/2841/oj).

— Dans le bâtiment DE MADARIAGA, les travaux liés à la rénovation du dispatching de sécurité et à la rénovation de la salle de réunion du premier étage, y compris une adaptation complète et une mise à niveau technologique, ont été achevés à la fin de 2025.

— Les travaux dans l'hémicycle du bâtiment WEISS se poursuivent et comprennent des améliorations de l'accessibilité et des mises à niveau technologiques. En 2025, 50 % des pupitres ont été rénovés (y compris les prises, le système audio et les systèmes de câblage pour le vote).

— À Bruxelles:

En 2025 et dans les années à venir, l'accent sera mis sur la rénovation environnementale en profondeur du bâtiment SPAAK. Des projets préparatoires ont été lancés et des progrès ont également été accomplis dans d'autres actions liées à des travaux à caractère permanent qui amélioreront l'état de fonctionnement des bâtiments centraux du Parlement.

— Le projet de rénovation du bâtiment SPAAK est entré dans sa phase de conception préliminaire. À cet égard, le contrat de l'équipe de conception, couvrant le développement en matière d'architecture, d'ingénierie et de durabilité, a été signé le 17 janvier 2025. Ensuite, un avis d'appel d'offres de conception et construction a été publié en septembre 2025.

— Les appels d'offres pour la relocalisation des cabinets de la Présidente et du secrétaire général, ainsi que des espaces protocolaires qui leur sont associés, et de la salle technique centrale de la DG LINC ont été clôturés avec succès, et les travaux ont déjà commencé.

— Un contrat d'usufruit de 18 ans a été signé en mai 2025 pour le bâtiment Monterra, afin d'accueillir principalement les occupants du bâtiment SPAAK lors de sa rénovation. La réintégration progressive du personnel dans le bâtiment SPAAK rénové après 2031 permettra la résiliation anticipée du contrat d'usufruit pour le bâtiment KOHL à tout moment à partir du 31 décembre 2032. Les travaux de rénovation et d'aménagement du bâtiment Monterra devraient être achevés d'ici la fin de 2026.

— En préparation du projet de rénovation du bâtiment SPAAK, des déménagements à grande échelle ont débuté avec la réorganisation du bâtiment KOHL et le début du déménagement vers le bâtiment TRÈVES II.

19. En 2025, le nouveau bureau de liaison doté d'un espace Europa Experience intégré a ouvert à Zagreb, de nouveaux espaces Europa Experience ont ouvert à Athènes et à Budapest, et les nouveaux locaux du bureau de liaison du Parlement à Rome sont devenus opérationnels.

20. Lors de sa réunion du 31 mars 2025, le Bureau a approuvé la proposition de nouvelle conception visant à optimiser l'utilisation des espaces Europa Experience, en transformant ces installations en pôles européens modulaires qui associent, d'une part, les activités éducatives et les informations sur l'Union et, d'autre part, des événements de mobilisation et une flexibilité intégrée pour accueillir des manifestations avec des députés et des parties prenantes dans les capitales des États membres. En conséquence, les prospections du marché pour les espaces Europa Experience restants qui doivent encore être mis en œuvre tiendront compte des critères adaptés et un processus progressif de mise à niveau vers ce nouveau concept modulaire est envisagé pour les centres de visiteurs EE existants.

Parlement vert

21. Le Parlement a réussi son audit EMAS externe complet en mai 2025 et a obtenu le renouvellement de ses enregistrements EMAS pour Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg jusqu'en 2028. L'audit ISO 14064 du calcul de l'empreinte carbone du Parlement a été concluant. De même, les audits EMAS externes des bureaux de liaison du Parlement européen enregistrés EMAS et leur coordination centrale à Bruxelles ont mis en évidence l'engagement environnemental, les améliorations et la conformité du Parlement en ce qui concerne ses bureaux extérieurs.

22. L'empreinte carbone du Parlement s'élevait à 6,28 tonnes d'équivalent CO2 par équivalent temps plein (ETP).

23. En 2025, les services ont lancé un nouveau calculateur de CO2 fournissant au personnel et aux députés un outil scientifique fiable sur l'incidence des transports et des solutions de remplacement sur les émissions.

24. Le Parlement encourage activement l'utilisation de modes de transport durables et il a élargi l'offre ferroviaire pour les missions effectuées à Strasbourg à l'occasion des périodes de sessions, avec l'ajout de voitures au train charter, à partir de juin 2025.

25. En outre, depuis 2022, le Parlement continue de proposer un système de subventions financières pour son personnel, permettant de rembourser jusqu'à 90 % du coût des abonnements aux transports publics en échange d'une limitation de l'accès aux parkings.

26. En 2025, la consommation d'eau du site de Luxembourg a été réduite d'environ 15 % par rapport à 2024. À Strasbourg, la consommation d'eau a été réduite d'environ 50 %. À Bruxelles, la consommation d'eau a augmenté de 11 %, principalement en raison de l'utilisation accrue d'humidificateurs pour maintenir la qualité de l'air intérieur dans le respect des normes légales, et à cause de la survenance de fuites.

II. ÉVOLUTION DU BUDGET DU PARLEMENT PAR COMPARAISON AVEC LE CADRE FINANCIER PLURIANNUEL

Évolution du budget du Parlement par comparaison avec le cadre financier pluriannuel

Année	2021	2022	2023	2024	2025
Budget du Parlement (en Mio EUR)	2 064	2 162	2 247	2 383	2 527
Δ %	1,2	4,7	3,9	6,1	6,0
Rubrique 7 du CFP (en Mio EUR)	10 635	11 058	11 419	11 773	12 124
Δ %	– 5,5	4,0	3,3	3,1	3,0
Part du Parlement dans la rubrique 7	19,4 %	19,5	19,7	20,2	20,8

III. EXÉCUTION BUDGÉTAIRE EN 2025

27. Le budget initial du Parlement pour 2025 s'élevait à 2 532 695 108 EUR. Le budget rectificatif n° 3/2025, à la suite de la révision à la baisse de l'indexation des dépenses statutaires, qui est passée de 3,7 % à 3 %, a réduit le niveau des crédits de 5 203 267 EUR, portant le budget final à 2 527 491 841 EUR pour 2025, soit 20,84 % de la rubrique 7 du CFP ([5]). Le tableau 1 ci-après présente l'exécution du budget du Parlement durant l'exercice 2025.

Tableau 1

Utilisation des crédits

Type de crédit	Crédits en 2025 (EUR ou %)	Crédits en 2024 (EUR ou %)	Variation 2025/2024 (%)
Crédits courants (Fonds 0)			
Crédits initiaux	2 532 695 108	2 383 101 312	6,3
Crédits finals	2 527 491 841	2 383 101 312	6,1
Exécution courante			
Engagements	2 517 767 307	2 375 167 078	6,0
% des crédits finals	99,6	99,7	—
Paiements	2 156 578 066	2 038 418 350	5,8
% des engagements	85,7	85,8	—

([5]) Règlement (UE, Euratom) 2020/2093 du Conseil du 17 décembre 2020 fixant le cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027 (JO L 433I du 22.12.2020, p. 11, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2020/2093/oj).

Type de crédit	Crédits en 2025 (EUR ou %)	Crédits en 2024 (EUR ou %)	Variation 2025/2024 (%)
Reports à l'année suivante			
Reports automatiques à l'année suivante ([1])	361 189 241	336 748 728	7,3
% des crédits finals	14,3	14,1	—
% des engagements	14,4	14,2	—
Reports non automatiques (crédits non engagés reportés à l'année suivante) ([2])	0	0	—
% des crédits finals	0,0	0,0	—
Annulations			
Crédits annulés	9 724 534	7 934 234	22,6
% des crédits finals	0,4	0,3	—
Reports de l'année précédente (Fonds 1 et 2)			
Reports automatiques de l'année précédente	336 748 728	348 320 328	– 3,3
Paiements au titre de ces reports	306 854 269	322 471 833	– 4,8
% de reports	91,1	92,6	–
Montant annulé	29 894 459	25 848 495	15,7
Reports non automatiques de l'année précédente ([2])	0	0	—
Engagements	0	0	—
Paiements au titre de ces reports	0	0	—
% de reports	0,0	0,0	—
Montant annulé	0	0	—
Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année (Fonds 7)			
Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année	37 496 177	49 277 555	– 23,9
Engagements	7 781 795	19 428 300	– 60,0
% de crédits de recettes affectées	20,8	39,4	—
Paiements	4 888 453	14 724 275	– 66,8
% de crédits engagés issus de recettes affectées	62,8	75,8	—
Report de crédits non engagés à l'année suivante	29 714 382	29 849 255	0,0
Report de crédits engagés à l'année suivante	2 893 342	4 704 025	– 38,5
Crédits ouverts sur recettes affectées internes provenant de sources autres que les locations et la vente de bâtiments et de terrains ([3]) reportés de l'année précédente (Fonds 5, sauf postes 2 0 0 0 à 2 0 0 3)			
Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente	26 412 866	20 956 240	26,0

Type de crédit	Crédits en 2025 (EUR ou %)	Crédits en 2024 (EUR ou %)	Variation 2025/2024 (%)
Engagements	26 151 688	20 923 597	25,0
% de crédits de recettes affectées reportés	99,0	99,8	—
Paiements	22 993 975	17 922 803	28,3
% des engagements	87,9	85,7	—
Annulations	261 178	32 643	700,1
Report des engagements ouverts sur recettes affectées à l'année suivante	3 157 713	3 000 794	5,2
Crédits ouverts sur recettes affectées internes provenant d'indemnités locatives et de la vente de bâtiments et de terrains [4] reportés de l'année précédente (Fonds 5, postes 2 0 0 0 à 2 0 0 3)			
Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente	11 010 381	16 153 773	– 31,8
Engagements	5 651 543	8 579 781	– 34,1
% de crédits de recettes affectées reportés	51,3	53,1	—
Paiements	5 319 262	8 435 086	– 36,9
% des engagements	94,1	98,3	—
Report des crédits disponibles à l'année suivante	5 358 838	7 573 992	– 29,3
Report des engagements ouverts sur recettes affectées à l'année suivante	332 282	144 694	129,6
Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (Fonds 3)			
Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente	8 703 513	7 080 950	22,9
Paiements	7 404 217	5 479 522	35,1
% des engagements	85,1	77,4	—
Report des engagements ouverts sur recettes affectées à l'année suivante (recettes provenant d'indemnités locatives)	467 996	854 000	– 45,2
Annulation d'engagements	831 300	747 428	11,2

([1]) ([1]) *Article 12, paragraphes 1 et 7, du règlement financier.*
([2]) ([2]) *Article 12, paragraphe 1, paragraphe 2, point a), et paragraphe 3, du règlement financier.*
([3]) ([3]) *À l'exception des recettes affectées internes provenant d'indemnités locatives et de la vente de bâtiments et de terrains qui peuvent être reportées jusqu'à ce qu'elles aient été utilisées dans leur intégralité (article 12, paragraphe 4, point b), du règlement financier).*
([4]) ([4]) *Article 12, paragraphe 4, point b), du règlement financier.*

A. **Budget initial et budget final**

28. Les crédits finals du budget du Parlement pour 2025 se sont élevés à 2 527 491 841 EUR, soit une augmentation de 6,06 % par rapport au budget final de 2024 (2 383 101 312 EUR). Un montant de 9 724 534 EUR a été annulé. Ce dernier montant reste marginal (0,38 %) par rapport aux crédits disponibles en 2025.

B. **Engagements et paiements**

29. Les engagements se sont élevés à 2 517 767 307 EUR, soit 99,6 % des crédits finaux (2024: 99,7 %). Les paiements se sont élevés à 2 156 578 066 EUR, soit 85,7 % des engagements effectués (2024: 85,8 %).

C. **Reports de crédits de 2025 à 2026**

30. Les reports automatiques à l'exercice 2026 ont atteint 361 189 241 EUR, soit 14,4 % du total des crédits engagés (2024: 14,2 %). Il n'y a pas eu de crédits reportés non automatiquement de 2025 à 2026.

D. **Utilisation des reports de 2024 à 2025**

31. Les reports automatiques de crédits à 2025 ont atteint un montant total de 336 748 728 EUR (2024: 348 320 328 EUR). Les paiements au titre de ces reports se sont établis à 306 854 269 EUR, soit 91,1 % (2024: 92,6 %). Les crédits annulés en 2025 se sont élevés à un total de 29 894 459 EUR (2024: 25 848 495 EUR).

32. Les annulations ont concerné essentiellement les lignes suivantes: Postes 1 0 0 4 «Frais de voyage ordinaires» et 1 0 0 5 «Autres frais de voyage», article 2 0 0 «Immeubles», article 2 0 2 «Dépenses immobilières», article 2 1 0 «Informatique et télécommunications» et article 3 2 4 «Production et diffusion». Les annulations au titre de ces deux postes et quatre articles ont représenté 83 % du total.

E. **Recettes**

33. Le montant total des recettes comptabilisées au 31 décembre 2025 s'est élevé à 287 107 579 EUR (2024: 281 517 001 EUR). Conformément à l'article 101, paragraphes 2 à 5, du règlement financier, des renonciations ont été accordées pour un montant total de 205 098 EUR.

34. Le tableau 2 présente, par chapitre, l'évolution des recettes entre 2024 et 2025.

Tableau 2

Recettes en 2025 et en 2024(Fonds 4 reporté et Fonds 8)

Chapitre	Intitulé	2025 (EUR)	2024 (EUR)	Différence (EUR)	Variation 2025/2024 (%)
3 0	Recettes provenant du personnel	244 895 341	226 196 291	18 699 050	8,3
3 1	Recettes liées à la propriété	5 078 815	2 949 838	2 128 977	72,2
3 2	Recettes provenant du produit de fournitures et de prestations de services et de travaux — recettes affectées	21 684 166	23 810 363	– 2 126 197	– 8,9
3 3	Autres recettes administratives	11 853 369	24 149 483	– 12 296 114	– 50,9

Chapitre	Intitulé	2025 (EUR)	2024 (EUR)	Différence (EUR)	Variation 2025/2024 (%)
Titre 3	**Recettes résultant de l'exercice par l'institution de ses missions générales**	**283 511 691**	**277 105 975**	**6 405 716**	**2,3**
4 0	Revenus des fonds placés et des comptes	3 595 888	4 411 026	– 815 137	– 18,5
Titre 4	**Recettes résultant de l'exercice par l'institution de missions spécifiques**	**3 595 888**	**4 411 026**	**– 815 137**	**– 18,5**
	Total	**287 107 579**	**281 517 001**	**5 590 579**	**2,0**

F. **Crédits ouverts sur recettes affectées**

35. En 2025, les crédits correspondant à des recettes affectées pour l'exercice (Fonds 7) se sont élevés à 37 496 177 EUR (2024: 49 277 555 EUR). Cette forte diminution est principalement due à l'article 402 «Financement des partis politiques européens». Les engagements se sont élevés à 7 781 795 EUR, soit un taux d'engagement de 20,8 % (2024: 39,4 %). Les paiements se sont élevés à 4 888 453 EUR, soit 62,8 % des engagements effectués (2024: 75,8 %).

G. **Annulations de crédits courants pour l'exercice**

36. Un montant de 9 724 534 EUR (2024: 7 934 234 EUR), représentant 0,38 % des crédits finaux (2024: 0,33 %), a été annulé.

H. **Virements**

37. Au cours de l'exercice 2025, 16 virements C ont été approuvés par la commission des budgets conformément aux articles 31 et 49 du règlement financier (le virement C2 a été rejeté lors de la réunion BUDG du 6 mars 2025). Les 16 virements C approuvés se sont élevés à 66 712 392 EUR, soit 2,64 % des crédits finaux. À titre de comparaison, 12 virements C avaient été approuvés en 2024, soit 3,47 % des crédits finaux (voir l'Annexe I pour les détails).

Tableau 3

Analyse des virements C par catégorie de dépense et par objectif

Catégorie de dépenses destinataire du virement	Objectif	Virement	Montant viré (EUR)	En % des montants virés
Politique immobilière	Travaux préparatoires à la rénovation du bâtiment SPAAK	**C5, C9, C10, C13, C14, C15, C16**	18 260 000	27,4
	Mobilité et déménagements	**C4**	1 245 000	1,9
		Total politique immobilière	**19 505 000**	**29,2**
Informatique et autres équipements/services techniques	Équipements individuels, mises à niveau techniques des salles de conférence et moyens de communication sur tous les sites du Parlement	**C5, C10, C11, C13, C15**	15 696 000	23,5
	Modernisation d'infrastructures	**C11, C15**	11 833 000	17,7

Catégorie de dépenses destinataire du virement	Objectif	Virement	Montant viré (EUR)	En % des montants virés
	Investissement dans le renouvellement/l'actualisation des systèmes informatiques, de nouvelles licences de logiciels, des services de courtage en nuage	**C1, C6, C8, C11, C14, C15**	7 981 490	12,0
	Cybersécurité & IA	**C6, C15**	7 403 190	11,1
	Organisation des réunions des groupes politiques en dehors des trois lieux de travail	**C7**	495 000	0,7
Total Informatique et autres équipements/services techniques			**43 408 680**	**65,1**
Personnel et autres agents	Allocation logement pour le personnel de Luxembourg	**C3**	3 098 712	4,6
	Missions du personnel	**C17**	400 000	0,6
	Aide sociale (assistance aux personnes handicapées)	**C12**	300 000	0,4
Total personnel et autres agents			**3 798 712**	**5,7**
Total			**66 712 392**	**100**

38. En 2025, le Président a autorisé dix virements P de crédits au titre de l'article 29 du règlement financier ([6]). Un montant de 14 628 900 EUR, soit 0,58 % des crédits finaux, a été utilisé, contre neuf virements P en 2024, ce qui soit 0,48 % des crédits finaux. (Voir Annexe II pour les détails).

I. Exécution budgétaire par chapitre

39. Cette section présente l'utilisation des crédits par chapitre budgétaire, leur volume relatif au sein du budget 2025 et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur.

40. Six chapitres ont représenté à eux seuls 85,8 % de l'ensemble des engagements: le chapitre 10 («Membres de l'institution»); le chapitre 12 («Fonctionnaires et agents temporaires»); le chapitre 14 («Autres personnels et prestations externes»); le chapitre 20 («Immeubles et frais accessoires»); le chapitre 21 («Informatique, équipement et mobilier») et le chapitre 42 («Dépenses relatives à l'assistance parlementaire»).

41. Le tableau 4 présente, par chapitre, l'évolution des crédits engagés en 2025 par rapport à l'exercice 2024.

Tableau 4

Évolution des engagements de crédits en 2025 par rapport à 2024

Chapitre	Intitulé	2025 (EUR)	2024 (EUR)	Différence (EUR)	Variation 2025/2024 (%)
1 0	Membres de l'institution	244 851 990	249 427 211	– 4 575 221	– 1,8
1 2	Fonctionnaires et agents temporaires	909 804 234	853 989 951	55 814 283	6,5
1 4	Autres personnels et prestations externes	241 312 647	206 535 275	34 777 372	16,8

([6]) Décision prise par l'institution de procéder à des virements de crédits au sein d'un article.

Chapitre	Intitulé	2025 (EUR)	2024 (EUR)	Différence (EUR)	Variation 2025/2024 (%)
1 6	Autres dépenses concernant les personnes liées à l'institution	27 715 020	24 937 797	2 777 223	11,1
Titre 1 — Personnes liées à l'institution		**1 423 683 891**	**1 334 890 234**	**88 793 657**	**6,7**
2 0	Immeubles et frais accessoires	245 506 088	252 616 843	– 7 110 755	– 2,8
2 1	Informatique, équipement et mobilier	266 541 082	253 569 296 ([1])	12 971 786	5,1
2 3	Dépenses de fonctionnement administratif courant	5 667 497	4 830 071 ([1])	837 426	17,3
Titre 2 — Immeubles, mobilier, équipement et dépenses diverses de fonctionnement		**517 714 667**	**511 016 211**	**6 698 457**	**1,3**
3 0	Réunions et conférences	36 819 324	27 628 547	9 190 778	33,3
3 2	Expertise et information: acquisition, archivage, production et diffusion	154 467 018	153 271 530 ([1])	1 195 489	0,8
Titre 3 — Dépenses résultant de l'exercice par l'institution de ses missions générales		**191 286 343**	**180 900 076**	**10 386 266**	**5,7**
4 0	Dépenses particulières de certaines institutions et de certains organes	132 308 507	125 403 171	6 905 336	5,5
4 2	Dépenses relatives à l'assistance parlementaire	252 014 168	222 263 343	29 750 824	13,4
4 4	Réunions et autres activités des députés et anciens députés	620 000	593 204	26 796	4,5
Titre 4 — Dépenses résultant de l'exercice par l'institution de missions spécifiques		**384 942 674**	**348 259 718**	**36 682 956**	**10,5**
5 0	Dépenses de l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes et du comité de personnalités éminentes indépendantes	139 733	100 840	38 893	38,6
Titre 5 — L'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes et le comité de personnalités éminentes indépendantes		**139 733**	**100 840**	**38 893**	**38,6**

Chapitre	Intitulé	2025 (EUR)	2024 (EUR)	Différence (EUR)	Variation 2025/2024 (%)
X 1 0 1	Réserve pour imprévus	0	0	0	0,0
Titre 10 –Autres dépenses		**0**	**0**	**0**	**0,0**
	Total	**2 517 767 307**	**2 375 167 078**	**142 600 229**	**6,0**

([1]) En raison des modifications apportées à la nomenclature budgétaire pour les postes budgétaires liés à l'informatique à partir de 2025, les montants pour l'exercice 2024 ont été ajustés et sont présentés conformément à la nouvelle nomenclature (chapitres 2 1, 2 3 et 3 2 concernés).

42. La diminution des engagements au titre du **chapitre 1 0** «Membres de l'institution» de 4,58 millions d'EUR (2 %) est principalement due à des réductions des indemnités transitoires de fin de mandat (poste budgétaire 1 0 2 0) de 8,6 millions d'EUR et de l'indemnité de frais généraux (poste budgétaire 1 0 0 6) de 3,18 millions d'EUR, qui sont typiques d'une année post-électorale. Ces diminutions sont néanmoins partiellement compensées par l'indexation annuelle des indemnités parlementaires en 2025 (voir point 43 ci-dessous), par le fait qu'en 2025, le Parlement a accueilli 720 députés pour une première année complète (incidence globale de 2,97 millions d'EUR en raison des deux éléments) et par l'augmentation des engagements liés aux frais de voyage ordinaires (4,8 millions d'EUR).

43. Les engagements relevant du **chapitre 1 2** («Dépenses relatives aux fonctionnaires et aux agents temporaires») se sont élevés à 909,8 millions d'euros en 2025, soit une augmentation de 55,8 millions d'euros par rapport à 2024 (6,54 %), ce qui en fait la catégorie de dépenses la plus importante (36,1 % de l'ensemble des engagements en 2025). Cette augmentation est due en majeure partie à la hausse de 1,2 %, à partir du 1er avril 2025, liée à l'actualisation 2024 des rémunérations des fonctionnaires et autres agents de l'Union européenne, avec application de la clause de modération, et à une deuxième augmentation de 3 % en décembre 2025, avec effet rétroactif au 1er juillet 2025. En outre, en 2025, une allocation de logement a été introduite pour la première fois pour les membres du personnel vivant à Luxembourg, d'un montant de 3,1 millions d'EUR en 2025 et répartie entre le chapitre 12 (2 millions d'EUR) et le chapitre 14 (1,1 million d'EUR).

44. Les engagements au titre du **chapitre 1 4** «Autres personnels et prestations externes» ont augmenté de 34,8 millions d'EUR. En ce qui concerne les agents contractuels (lignes budgétaires 1400, 1401 et 1402), l'augmentation (13,8 millions d'EUR) résulte principalement de l'indexation annuelle des rémunérations (voir point 43 ci-dessus), de l'internalisation de 32 consultants à la DG ITEC et de la nouvelle indemnité de logement pour les agents contractuels résidant à Luxembourg au titre du chapitre 14. En outre, l'augmentation des engagements au titre de la ligne budgétaire 1405 «Dépenses d'interprétation» (15,2 millions d'EUR) s'explique par le fait que 2025 est la première année complète après les élections de 2024, avec un retour au rythme de travail normal.

45. Les engagements au sein du **chapitre 2 0** («Immeubles et frais accessoires») ont baissé de 7,1 millions d'EUR (2,81 %). Dans ce chapitre, l'article 200 «Immeubles» affiche une réduction de 11,6 millions d'EUR (- 8,92 %), principalement due aux engagements au titre du poste 2001 «Redevances emphytéotiques», qui ont été réduits de 20,7 millions d'EUR en raison de l'achèvement du bâtiment KAD II à Luxembourg en 2025. Cette diminution a été partiellement compensée par des engagements au titre du poste 2007 «Construction de bâtiments et aménagement des locaux», qui a augmenté de 9,8 million d'EUR en 2025, en raison des travaux liés à la première occupation du bâtiment TREVES II à Bruxelles, des travaux de rénovation de l'hémicycle du bâtiment WEISS, des salles de réunion du bâtiment DE MADARIAGA et des salles de trilogue dans tous les bâtiments à Strasbourg.

46. Quant à l'article 202 «Frais afférents aux immeubles», les engagements ont augmenté de 4,5 millions d'euros en 2025. Les engagements au titre du poste 2022 «Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles» ont augmenté de 6,3 millions d'EUR, en raison de l'augmentation du périmètre à Luxembourg (aile ouest du bâtiment ADENAUER II) et à Strasbourg (bâtiment VEIL), et de la signature de nouveaux contrats de maintenance technique en 2024, pour Strasbourg et Bruxelles. Enfin, le poste 2028 «Assurances» a enregistré une réduction de 2,6 millions d'EUR en 2025, en raison de la signature d'un nouveau contrat qui reporte la date de paiement de la police à l'année civile suivante.

47. Au sein du **chapitre 2 1** («Informatique, équipement et mobilier»), les engagements ont augmenté de 12,97 millions d'euros (5 %).

Cette tendance est principalement due à l'article 210 «Informatique et télécommunications», où les engagements ont augmenté de 16,8 millions d'EUR sur les postes 2100 «Gouvernance informatique et cybersécurité», 2101 «Gestion des applications commerciales» et 2102 «Gestion des infrastructures et des opérations». Ces augmentations sont liées au développement nécessaire d'activités dans le domaine des capacités en matière de cybersécurité et d'intelligence artificielle, à la modernisation du centre de données et de l'infrastructure du réseau informatique, à la modernisation des installations de conférence et des équipements audiovisuels obsolètes dans les salles de réunion, ainsi qu'à certains travaux préparatoires liés à la rénovation du bâtiment SPAAK.

Ces augmentations ont été partiellement compensées par des réductions, notamment à l'article 212 «Mobilier» (2,4 millions d'EUR) en raison de la fin du projet immobilier ADENAUER II et à l'article 214 «Matériel et installations techniques» (1 millions d'EUR) en raison du report de certaines initiatives liées à la mise à niveau et à la modernisation des salles de conférence et de réunion. En outre, les coûts d'entretien, de réparation et de consommation de carburant (énergie) des véhicules ont été inférieurs aux prévisions.

48. Le **chapitre 3 0** «Réunions et conférences» a enregistré une hausse des engagements de 9,2 millions d'EUR (33,3 %), principalement en raison de l'article 300 «Frais de missions et de déplacements entre les trois lieux de travail du personnel» (7,4 millions d'EUR) à la suite de l'augmentation des activités parlementaires après une année électorale (12 périodes de session à Strasbourg au lieu de 11 et d'autres activités qui n'ont pas été réalisées en période électorale en 2024). En outre, cette augmentation a été complétée par une augmentation des engagements au titre de la ligne budgétaire 3042 «Réunions, congrès, conférences et délégations» (1,45 million d'EUR) en raison du nombre plus élevé de réunions d'autres organes en 2025 par rapport à une année électorale telle que 2024.

49. La hausse des engagements de 6,9 millions d'EUR (5,51 %) relative au **chapitre 4 0** «Dépenses particulières de certaines institutions et de certains organes» provient de l'article 400 «Dépenses administratives de fonctionnement, activités politiques et d'information des groupes politiques et des membres non inscrits» (0,95 millions d'EUR), de l'article 402 «Financement des partis politiques européens» (4,2 millions d'EUR) et de l'article 403 «Financement des fondations politiques européennes» (1,8 millions d'EUR).

50. L'augmentation des engagements de 29,75 millions d'EUR (13,39 %) au titre du **chapitre 4 2** «Dépenses relatives à l'assistance parlementaire» par rapport à 2024 résulte de l'actualisation annuelle des rémunérations (voir point 43 ci-dessus), des 15 députés supplémentaires élus en 2024, du recrutement progressif des assistants parlementaires, d'un nombre plus élevé de missions pour les assistants parlementaires et d'un nombre accru de stagiaires.

ANNEXE I

RELEVÉ DES VIREMENTS DE TYPE C APPROUVÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2025

Nº	De/À Chapitre/Article/Poste		Position	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
C1	Du poste	3 2 1 0	Dépenses pour les services de recherche parlementaire, y compris la bibliothèque, les archives historiques, l'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA) et le Centre européen des médias scientifiques	L'objectif de ce virement est d'assurer la poursuite de l'utilisation du système informatique CLAVIS par la DG PRES pour la gestion des archives historiques du Parlement, ainsi que de faciliter la sélection et l'acquisition d'un nouveau système informatique pour l'administration du courrier officiel du Parlement.		351 000
	Au poste	2 1 0 1	Gestion des applications d'entreprise		351 000	
C3	Du chapitre	0 1 0 0	CRÉDITS PROVISIONNELS	Ce virement vise à permettre le versement d'une indemnité mensuelle fixe de logement, à partir du 1er janvier 2025, à certains membres du personnel affectés et résidant à Luxembourg, conformément à la réglementation interne adoptée par le Bureau le 16 décembre 2024.		3 098 712
	Au poste	1 4 0 2	Autres agents – Chauffeurs au secrétariat général		18 000	
		1 4 0 1	Autres agents – Sécurité		264 000	
		1 4 0 0	Autres agents – Secrétariat général et groupes politiques		789 600	
		1 2 0 0	Rémunérations et indemnités		2 027 112	
C4	Du poste	2 3 1 0	Charges financières	Ce virement vise à assurer la couverture continue des frais de transport public dans le cadre du programme de mobilité proposé au personnel sur l'ensemble de ses lieux de travail dans les États membres, et à financer les coûts des déménagements et des travaux de manutention pour les déménagements en 2025.		845 000
		2 1 6 0	Transport de députés, d'autres personnes et de biens			400 000
	Au poste	1 6 3 1	Mobilité		600 000	
		2 3 7 0	Déménagement		645 000	
C5	Du poste	1 0 2 0	Indemnités transitoires	Cette proposition de virement vise à assurer la continuité opérationnelle des travaux parlementaires en ce qui concerne les installations de conférence dans les salles de réunion, y compris certaines actions préparatoires avant la rénovation du bâtiment SPAAK.		2 000 000
	Au poste	2 1 4 0	Matériel et installations techniques		2 000 000	

Nº	De/À Chapitre/Article/Poste		Position	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
C6	Du chapitre	0 1 0 1	RÉSERVE POUR IMPRÉVUS	Cette proposition de virement vise à assurer la continuité opérationnelle de la DG ITEC en matière de cybersécurité informatique et de gestion de l'infrastructure.		1 888 500
	Au poste	2 1 0 0	Gouvernance informatique et cybersécurité		538 500	
		2 1 0 2	Gestion des infrastructures et des activités		1 350 000	
C7	Du chapitre	0 1 0 1	RÉSERVE POUR IMPRÉVUS	Ce virement vise à assurer le financement, pour 2025, de l'organisation de réunions de groupes politiques en dehors des trois lieux de travail en utilisant les crédits disponibles de la réserve pour imprévus afin de renforcer le poste budgétaire 3 0 4 2 «Réunions, congrès, conférences et délégations» d'un montant de 495 000 EUR.		495 000
	Au poste	3 0 4 2	Réunions, congrès, conférences et délégations		495 000	
C8	Du poste	1 0 2 0	Indemnités transitoires	Ce virement vise principalement à assurer la continuité des opérations actuellement gérées par toutes les applications informatiques financières SAP, conformément au contrat-cadre interinstitutionnel récemment signé par la Commission européenne.		3 142 000
		1 0 1 2	Interventions spécifiques en faveur des députés handicapés			135 000
	Au poste	2 1 0 1	Gestion des applications d'entreprise		3 277 000	
C9	Du chapitre/ poste	4 2 2 0	Dépenses relatives à l'assistance parlementaire	Ce virement vise à assurer la couverture partielle des besoins initiaux pour le projet de rénovation du bâtiment SPAAK, principalement liés aux services de conception et de conseil en matière de projets. Les crédits demandés visent également à financer les actions préparatoires nécessaires au lancement des travaux et les déménagements à réaliser en vue de la rénovation.		5 803 500
		0 1 0 1	RÉSERVE POUR IMPRÉVUS			4 816 500
		4 0 0 0	Dépenses administratives de fonctionnement, activités politiques et d'information des groupes politiques et des membres non inscrits			2 540 000
	Au poste	2 3 7 0	Déménagement		60 000	
		2 0 0 7	Construction d'immeubles et aménagement des locaux		13 100 000	

Nº	De/À Chapitre/Article/Poste		Position	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
C10	Du poste	4 0 2 0	Financement des partis politiques européens	Ce virement vise à assurer le financement de la modernisation des installations de conférence dans les salles de réunion de quatre bâtiments du Parlement (SPINELLI, à Bruxelles, PFLIMLIN, à Strasbourg, ADENAUER, à Luxembourg, et DE MADARIAGA, à Strasbourg) et de certaines actions préparatoires dans le bâtiment SPINELLI, à la suite de la rénovation prévue du bâtiment SPAAK.		3 868 000
		4 0 3 0	Financement des fondations politiques européennes			352 000
		4 0 0 0	Dépenses administratives de fonctionnement, activités politiques et d'information des groupes politiques et des membres non inscrits			230 000
	Au poste	2 1 4 0	Matériel et installations techniques		4 450 000	
C11	Du poste	4 2 2 0	Dépenses relatives à l'assistance parlementaire	Cette proposition de virement vise à assurer la continuité opérationnelle de la DG ITEC en matière de cybersécurité informatique, d'applications opérationnelles et de gestion des infrastructures et des équipements.		3 822 800
		1 4 2 0	Services de traduction externes			1 500 000
		1 0 3 0	Pensions d'ancienneté (FID)			700 000
		1 0 0 4	Frais de voyage ordinaires			500 000
		1 0 1 2	Interventions spécifiques en faveur des députés handicapés			300 000
		1 0 3 2	Pensions de survie (FID)			200 000
		1 0 5 0	Cours de langues et d'informatique			200 000
		1 0 3 1	Pensions d'invalidité (FID)			72 700
	Au poste	2 1 0 1	Gestion des applications d'entreprise		894 500	
		2 1 0 2	Gestion des infrastructures et des activités		2 101 000	
		2 1 0 3	Services et équipements de l'environnement de travail numérique		4 300 000	
C12	Du poste	1 2 2 0	Indemnités en cas de retrait d'emploi et congé dans l'intérêt du service	Ce virement vise à renforcer le poste 1 6 3 0 «Service social» d'un montant de 300 000 EUR afin de couvrir le nombre croissant de demandes dont les coûts sont plus élevés en ce qui concerne les personnes handicapées.		250 000
		1 4 0 1	Autres agents – Sécurité			50 000
	Au poste	1 6 3 0	Service social		300 000	

Nº	De/À Chapitre/Article/Poste		Position	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
C13	Du poste	2 0 2 4	Consommation d'énergie	Ce virement de 4 600 000 EUR vise à assurer le remplacement des équipements audiovisuels obsolètes, la modernisation des flux de travail audiovisuels et la reconstruction du plateau télé Agora, obsolète (4 000 000 EUR), ainsi que certaines actions à lancer avant le début des travaux de rénovation du bâtiment SPAAK (EUR 600 000).		3 368 000
		2 1 2 0	Mobilier			832 000
		3 2 2 0	Dépenses de documentation			400 000
	Au poste	3 2 4 2	Dépenses de publication, d'information et de participation aux manifestations publiques		220 000	
		3 2 4 8	Dépenses d'information audiovisuelle		4 380 000	
C14	Du poste	1 4 2 0	Services de traduction externes	Ce virement vise à assurer le financement de l'adaptation et de la poursuite du développement de l'outil informatique PERICLES à la suite de la rénovation du bâtiment SPAAK et de rattraper le retard technologique de cette application, en renforçant le poste budgétaire 2 1 0 1 «Gestion des applications d'entreprise» d'un montant de 1 500 000 EUR.		1 500 000
	Au poste	2 1 0 1	Gestion des applications d'entreprise		1 500 000	
C15	Du poste	1 2 0 0	Rémunérations et indemnités	Cette proposition de virement vise principalement à renforcer le poste budgétaire 2 1 0 2 «Gestion des infrastructures et des activités» d'un montant de 10 982 000 EUR. Ce financement facilitera le remplacement de divers équipements informatiques obsolètes, une part importante étant consacrée à l'infrastructure de réseau et au centre de données. En outre, il soutiendra la rénovation prochaine du bâtiment SPAAK et l'achat de licences logicielles et de solutions commerciales pour le système de vote. En outre, ce virement comprend 5 010 600 EUR pour le poste budgétaire 2 1 0 0 «Gouvernance informatique et cybersécurité» afin de faire progresser la mise en œuvre du plan d'action en matière de cybersécurité. Ces fonds couvriront		3 000 000
		2 0 0 7	Construction d'immeubles et aménagement des locaux			2 935 000
		2 0 2 8	Assurance			2 500 000
		1 0 0 6	Indemnité de frais généraux			1 520 000
		1 0 3 0	Pensions d'ancienneté (FID)			1 346 000
		2 1 2 0	Mobilier			1 203 000
		4 2 2 0	Dépenses relatives à l'assistance parlementaire			1 168 543
		3 2 0 0	Acquisition d'expertise			1 135 139

Nº	De/À Chapitre/Article/Poste		Position	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
		1 0 0 4	Frais de voyage ordinaires	l'achat de matériel, de logiciels et de services de soutien essentiels pour renforcer le cadre de cybersécurité du Parlement. Un montant supplémentaire de 3 213 080 EUR sera alloué au poste budgétaire 2 1 0 1 «Gouvernance informatique et cybersécurité» afin de soutenir des initiatives clés telles que l'intégration de l'intelligence artificielle (IA), la modernisation du site internet du Parlement et le renforcement du centre de compétences ServiceNow. Enfin, le poste budgétaire 2 1 0 3 «Services et équipements de l'environnement de travail numérique» bénéficiera d'un renforcement d'un montant de 2 746 000 EUR pour fournir des équipements informatiques individuels et améliorer les services d'assistance informatique aux utilisateurs.		1 000 000
		2 3 1 0	Charges financières			925 000
		1 0 0 0	Traitements			784 000
		3 0 4 2	Réunions, congrès, conférences et délégations			515 000
		3 2 3 0	Soutien à la démocratie et renforcement des capacités parlementaires des parlements des pays tiers			435 000
		1 4 0 4	Stages, experts nationaux détachés, échanges de fonctionnaires et visites d'étude			384 548
		1 4 0 1	Autres agents – Sécurité			300 000
		1 6 1 2	Apprentissage et développement			269 372
		1 0 1 2	Interventions spécifiques en faveur des députés handicapés			269 000
		2 3 8 0	Autres dépenses administratives			255 000
		3 2 1 0	Dépenses pour les services de recherche parlementaire, y compris la bibliothèque, les archives historiques, l'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA) et le Centre européen des médias scientifiques			210 000
		3 2 4 4	Organisation et accueil de groupes de visiteurs, programme Euroscola et invitations de multiplicateurs d'opinion de pays tiers			200 000
		2 1 4 0	Matériel et installations techniques			177 000
		2 1 6 0	Transport de députés, d'autres personnes et de biens			156 410

Nº	De/À Chapitre/Article/Poste		Position	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
		5 0 0 0	Dépenses opérationnelles de l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes			118 000
		2 3 0 0	Papeterie, fournitures de bureau et consommables divers			114 000
		1 6 1 0	Frais de recrutement			110 000
		1 0 5 0	Cours de langues et d'informatique			100 000
		3 2 4 1	Publications numériques et traditionnelles			90 000
		2 3 6 0	Affranchissement de correspondance et frais de port			87 100
		2 0 0 8	Gestion immobilière spécifique			85 000
		3 2 4 5	Organisation de colloques et de séminaires			80 000
		3 0 2 0	Frais de réception et de représentation			70 000
		3 2 4 2	Dépenses de publication, d'information et de participation aux manifestations publiques			70 000
		1 2 2 0	Indemnités en cas de retrait d'emploi et congé dans l'intérêt du service			50 000
		2 3 2 0	Frais juridiques et dommages-intérêts			50 000
		3 0 4 0	Frais divers de réunions internes			50 000
		1 0 3 2	Pensions de survie (FID)			40 000
		2 3 9 0	Activités EMAS et de durabilité, notamment la promotion, et dispositif de compensation des émissions de carbone du Parlement européen			30 000

Nº	De/À Chapitre/Article/Poste		Position	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
		3 2 4 9	Échanges d'informations avec les parlements nationaux			30 000
		3 2 2 0	Dépenses de documentation			28 568
		3 2 5 0	Dépenses afférentes aux bureaux de liaison			20 000
		5 0 1 0	Dépenses afférentes au comité de personnalités éminentes indépendantes			20 000
		3 2 4 8	Dépenses d'information audiovisuelle			18 000
		1 0 0 7	Indemnités de fonctions			3 000
	Au poste	2 1 0 3	Services et équipements de l'environnement de travail numérique		2 746 000	
		2 1 0 1	Gestion des applications d'entreprise		3 213 080	
		2 1 0 0	Gouvernance informatique et cybersécurité		5 010 600	
		2 1 0 2	Gestion des infrastructures et des activités		10 982 000	
C16	Du poste	4 0 0 0	Dépenses administratives de fonctionnement, activités politiques et d'information des groupes politiques et des membres non inscrits	Ce virement vise à assurer le financement de certains travaux préparatoires dans le secteur audiovisuel qui seront lancés avant le début de la rénovation du bâtiment SPAAK en renforçant le poste budgétaire 3 2 4 8 «Dépenses d'information audiovisuelle» d'un montant de 700 000 EUR.		700 000
	Au poste	3 2 4 8	Dépenses d'information audiovisuelle		700 000	
C17	Du poste	1 2 0 0	Rémunérations et indemnités	Ce virement vise à renforcer le poste 3 0 0 0 «Frais de missions et de déplacement entre les trois lieux de travail du personnel» d'un montant de 400 000 EUR en raison des demandes reçues de plusieurs directions générales (DG) pour mener à bien leurs activités jusqu'à la fin de l'année 2025.		300 000
		1 2 2 0	Indemnités en cas de retrait d'emploi et congé dans l'intérêt du service			100 000
	Au poste	3 0 0 0	Frais de missions et de déplacement entre les trois lieux de travail du personnel		400 000	
				TOTAL DES MONTANTS TRANSFÉRÉS PAR VIREMENT DE TYPE C	**66 712 392**	**66 712 392**

ANNEXE II

RELEVÉ DES VIREMENTS DE TYPE P APPROUVÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2025

Nº	De/ÀChapitre/Article/Poste		Rubrique	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
P1	**À l'intérieur de l'article 2 1 0**					
	Du poste	2 1 0 0	Gouvernance informatique et cybersécurité	Cette proposition de virement vise à permettre l'internalisation de 32 consultants externes par la réaffectation de crédits au sein de la DG ITEC.		221 100
		2 1 0 2	Gestion des infrastructures et des activités			82 000
		2 1 0 3	Services et équipements de l'environnement de travail numérique			16 800
	Au poste	2 1 0 1	Gestion des applications d'entreprise		319 900	
P2	**À l'intérieur de l'article 2 0 2**					
	Du poste	2 0 2 4	Consommation d'énergie	Cette proposition de virement vise à renforcer de d'un montant de 3 170 000 EUR le poste budgétaire 2022 «Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles», concernant les trois sites (Luxembourg, Bruxelles et Strasbourg).		3 170 000
	Au poste	2 0 2 2	Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles		3 170 000	
P3	**À l'intérieur de l'article 2 1 0**					
	Du poste	2 1 0 2	Gestion des infrastructures et des activités	Cette proposition de virement vise à permettre l'achat d'équipements informatiques individuels pour les députés et les assistants parlementaires accrédités, à renforcer le soutien informatique lors de la migration vers Windows 11 et à améliorer les compétences dans le domaine de la gestion de la qualité en réaffectant des crédits au sein de la DG ITEC.		553 000
	Au poste	2 1 0 3	Services et équipements de l'environnement de travail numérique		553 000	
P4	**À l'intérieur de l'article 1 6 5**					
	Du poste	1 6 5 0	Santé et prévention	Cette proposition de virement vise à assurer le financement intégral de la contribution du Parlement à deux écoles européennes de type II, situées à Bruxelles-Argenteuil et à Strasbourg. Elle comprend les dépenses liées aux enfants des députés et du personnel statutaire inscrits dans ces écoles.		1 178 000
	Au poste	1 6 5 5	Contribution du Parlement européen aux Écoles européennes de type II accréditées		1 178 000	

Nº	De/ÀChapitre/Article/Poste		Rubrique	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
	À l'intérieur de l'article 1 2 0					
P5	Du poste	1 2 0 0	Rémunérations et indemnités	Cette proposition de virement vise à permettre le paiement en 2025 des obligations liées aux droits aux fonctionnaires et agents temporaires lors de leur entrée en fonctions, de leur cessation de fonctions ou en cas de mutation, qui sont survenues les deux derniers mois de 2025.		1 000 000
	Au poste	1 2 0 4	Droits liés à la prise de fonctions, mutation, cessation de fonctions		1 000 000	
	À l'intérieur de l'article 1 4 0					
P6	Du poste	1 4 0 0	Autres agents – Secrétariat général et groupes politiques	Cette proposition de virement vise à renforcer d'un montant de 2 550 000 EUR le poste budgétaire 1 4 0 5 «Dépenses d'interprétation», afin de faire face aux dépenses imprévisibles liées au recrutement d'interprètes externes affectés aux activités principales du Parlement.		2 550 000
	Au poste	1 4 0 5	Dépenses d'interprétation		2 550 000	
	À l'intérieur de l'article 1 0 1					
P7	Du poste	1 0 1 2	Interventions spécifiques en faveur des députés handicapés	Cette proposition de virement vise à renforcer, d'un montant de 28 000 EUR, le poste budgétaire 1 0 1 0 «Couverture des risques d'accident et de maladie et autres charges sociales» afin de faire face aux dépenses imprévisibles liées à l'application de l'article 3, paragraphe 5, des mesures d'application du statut des députés au Parlement européen (MASD).		28 000
	Au poste	1 0 1 0	Couverture des risques d'accident et de maladie et autres charges sociales		28 000	
	À l'intérieur de l'article 3 2 4					
P8	Du poste	3 2 4 4	Organisation et accueil de groupes de visiteurs, programme Euroscola et invitations de multiplicateurs d'opinion de pays tiers	Cette proposition de virement vise à renforcer d'un montant de 1 830 000 EUR le poste budgétaire 3 2 4 2 «Dépenses de publication, d'information et de participation aux manifestations publiques», afin de faire face aux dépenses imprévisibles liées aux campagnes d'information et à la communication sur le web.		1 400 000
		3 2 4 3	Centres des visiteurs du Parlement européen			430 000
	Au poste	3 2 4 2	Dépenses de publication, d'information et de participation aux manifestations publiques		1 830 000	

Nº	De/ÀChapitre/Article/Poste		Rubrique	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
	À l'intérieur de l'article 1 4 0					
P9	Du poste	1 4 0 0	Autres agents – Secrétariat général et groupes politiques	Cette proposition de virement vise à renforcer d'un montant de 3 500 000 EUR le poste budgétaire 1 4 0 5 «Dépenses d'interprétation», afin de faire face aux dépenses imprévisibles liées au recrutement d'interprètes externes affectés aux activités principales du Parlement.		1 850 000
		1 4 0 1	Autres agents – Sécurité			1 650 000
	Au poste	1 4 0 5	Dépenses d'interprétation		3 500 000	
	À l'intérieur de l'article 1 0 0					
P10	Du poste	1 0 0 4	Frais de voyage ordinaires	Cette proposition de virement vise à couvrir le remboursement des «Autres frais de voyage» (poste budgétaire 1 0 0 5), y compris les frais de voyage complémentaire et les frais de voyage effectués dans l'État membre d'élection à concurrence de 500 000 EUR.		500 000
	Au poste	1 0 0 5	Autres frais de voyage		500 000	
				TOTAL DES MONTANTS TRANSFÉRÉS PAR VIREMENT DE TYPE P	**14 628 900**	**14 628 900**

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2026/2821/oj

ANNEXE III

EXÉCUTION DES CRÉDITS EN 2025

Poste	Position	Crédits initiaux (1)	Suppléments budgétaires (2)	Virements (3)	Crédits définitifs (4) = (1) + (2) + (3)	Montant engagé (5)	Montant payé (6)	Crédits/Engagements reportés à l'année suivante 2026 (7)=(5) - (6)	Crédits annulés (8) = (4) - (5)	Utilisés (payés ou reportés) (9) = ((6) + (7)) / (4) (%)
1 0 0 0	Traitements	96 171 430	– 327 591	– 784 000	95 059 839	94 921 192	94 921 192	0	138 647	99,9
1 0 0 4	Frais de voyage ordinaires	78 700 000	0	– 2 000 000	76 700 000	76 700 000	61 950 264	14 749 736	0	100,0
1 0 0 5	Autres frais de voyage	4 800 000	0	500 000	5 300 000	5 300 000	2 961 437	2 338 563	0	100,0
1 0 0 6	Indemnité de frais généraux	44 100 000	0	– 1 520 000	42 580 000	42 558 320	42 558 320	0	21 680	99,9
1 0 0 7	Indemnités de fonctions	212 000	0	– 3 000	209 000	208 198	208 198	0	802	99,6
1 0 1 0	Couverture des risques d'accident et de maladie et autres charges sociales	3 393 000	0	28 000	3 421 000	3 420 720	3 046 938	373 782	280	100,0
1 0 1 2	Interventions spécifiques en faveur des députés handicapés	1 000 000	0	– 732 000	268 000	190 000	90 830	99 170	78 000	70,9
1 0 2 0	Indemnités transitoires	15 544 645	– 52 950	– 5 142 000	10 349 695	10 311 013	10 311 013	0	38 682	99,6
1 0 3 0	Pensions d'ancienneté (FID)	11 144 000	0	– 2 046 000	9 098 000	9 019 149	9 019 149	0	78 851	99,1
1 0 3 1	Pensions d'invalidité (FID)	96 138	0	– 72 700	23 438	23 426	23 426	0	12	100,0
1 0 3 2	Pensions de survie (FID)	2 126 279	– 7 243	– 240 000	1 879 036	1 849 971	1 849 971	0	29 065	98,5
1 0 3 3	Régime de pension volontaire des députés	0	0	0	0	0	0	0	0	—

Poste	Position	Crédits initiaux (1)	Suppléments budgétaires (2)	Virements (3)	Crédits définitifs (4) = (1) + (2) + (3)	Montant engagé (5)	Montant payé (6)	Crédits/Engagements reportés à l'année suivante 2026 (7)=(5) - (6)	Crédits annulés (8) = (4) - (5)	Utilisés (payés ou reportés) (9) = ((6) + (7)) / (4) (%)
1 0 5 0	Cours de langues et d'informatique	650 000	0	– 300 000	350 000	350 000	216 405	133 595	0	100,0
1 2 0 0	Rémunérations et indemnités	906 471 880	– 3 098 298	– 2 272 888	901 100 694	901 091 966	901 091 966	0	8 728	100,0
1 2 0 2	Heures supplémentaires rémunérées	52 764	– 180	0	52 584	52 584	27 231	25 353	0	100,0
1 2 0 4	Droits liés à la prise de fonctions, mutation, cessation de fonctions	3 779 912	0	1 000 000	4 779 912	4 779 912	4 384 395	395 517	0	100,0
1 2 2 0	Indemnités en cas de retrait d'emploi et congé dans l'intérêt du service	4 454 598	– 15 174	– 400 000	4 039 424	3 879 772	3 879 772	0	159 652	96,0
1 2 2 2	Indemnités pour cessation définitive de fonctions et système spécial de retraite pour les fonctionnaires et agents temporaires	0	0	0	0	0	0	0	0	—
1 4 0 0	Autres agents – Secrétariat général et groupes politiques	94 484 929	– 321 846	– 3 610 400	90 552 683	90 478 076	89 755 770	722 306	74 607	99,9
1 4 0 1	Autres agents – Sécurité	52 771 404	– 179 757	– 1 736 000	50 855 647	50 583 409	50 583 409	0	272 238	99,5
1 4 0 2	Autres agents – Chauffeurs au secrétariat général	9 725 704	– 33 129	18 000	9 710 575	9 500 094	9 500 094	0	210 481	97,8
1 4 0 4	Stages, experts nationaux détachés, échanges de fonctionnaires et visites d'étude	13 929 850	– 47 450	– 384 548	13 497 852	13 430 271	8 954 237	4 476 034	67 581	99,5

Poste	Position	Crédits initiaux (1)	Suppléments budgétaires (2)	Virements (3)	Crédits définitifs (4) = (1) + (2) + (3)	Montant engagé (5)	Montant payé (6)	Crédits/Engagements reportés à l'année suivante 2026 (7)=(5) - (6)	Crédits annulés (8) = (4) - (5)	Utilisés (payés ou reportés) (9) = ((6) + (7)) / (4) (%)
1 4 0 5	Dépenses d'interprétation	64 841 796	– 220 872	6 050 000	70 670 924	70 670 882	63 015 991	7 654 891	42	100,0
1 4 0 6	Observateurs	0	0	0	0	0	0	0	0	—
1 4 2 0	Services de traduction externes	9 700 000	0	– 3 000 000	6 700 000	6 649 913	5 184 167	1 465 747	50 087	99,3
1 6 1 0	Frais de recrutement	371 520	0	– 110 000	261 520	235 919	178 864	57 055	25 601	90,2
1 6 1 2	Apprentissage et développement	8 987 950	0	– 269 372	8 718 578	8 585 222	5 426 027	3 159 196	133 356	98,5
1 6 3 0	Service social	1 217 088	0	300 000	1 517 088	1 237 345	984 088	253 258	279 743	81,6
1 6 3 1	Mobilité	2 110 000	0	600 000	2 710 000	2 710 000	2 497 732	212 268	0	100,0
1 6 3 2	Relations sociales et autres interventions sociales	285 000	0	0	285 000	107 396	107 396	0	177 604	37,7
1 6 5 0	Santé et prévention	3 200 128	0	– 1 178 000	2 022 128	1 950 569	1 179 416	771 153	71 559	96,5
1 6 5 2	Frais de restauration	1 360 000	0	0	1 360 000	1 302 651	824 545	478 106	57 349	95,8
1 6 5 4	Infrastructures d'accueil des enfants	9 237 967	0	0	9 237 967	9 237 967	7 021 895	2 216 072	0	100,0
1 6 5 5	Contribution du Parlement européen aux Écoles européennes de type II accréditées	1 169 950	0	1 178 000	2 347 950	2 347 950	2 171 562	176 388	0	100,0
2 0 0 0	Loyers	26 900 000	0	0	26 900 000	26 804 732	26 565 129	239 603	95 268	99,6
2 0 0 1	Redevances emphytéotiques	700 000	0	0	700 000	700 000	525 000	175 000	0	100,0
2 0 0 3	Acquisition de biens immobiliers	0	0	0	0	0	0	0	0	—

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2026/2821/oj

Poste	Position	Crédits initiaux (1)	Suppléments budgétaires (2)	Virements (3)	Crédits définitifs (4) = (1) + (2) + (3)	Montant engagé (5)	Montant payé (6)	Crédits/Engagements reportés à l'année suivante 2026 (7)=(5) - (6)	Crédits annulés (8) = (4) - (5)	Utilisés (payés ou reportés) (9) = ((6) + (7)) / (4) (%)
2007	Construction d'immeubles et aménagement des locaux	78 010 000	0	10 165 000	88 175 000	85 413 664	21 105 926	64 307 738	2 761 336	96,9
2008	Gestion immobilière spécifique	6 665 000	0	– 85 000	6 580 000	5 979 274	2 582 620	3 396 654	600 726	90,9
2009	Construction et aménagement d'immeubles: Idealab	0	0	0	0	0	0	0	0	—
2022	Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles	81 550 000	0	3 170 000	84 720 000	84 554 650	57 434 702	27 119 948	165 350	99,8
2024	Consommation d'énergie	28 950 000	0	– 6 538 000	22 412 000	21 587 711	17 803 116	3 784 595	824 289	96,3
2026	Sécurité et surveillance des immeubles	19 760 000	0	0	19 760 000	19 759 086	17 056 015	2 703 071	914	100,0
2028	Assurance	3 390 000	0	– 2 500 000	890 000	706 971	548 870	158 101	183 029	79,4
2100	Gouvernance informatique et cybersécurité	9 563 800	0	5 328 000	14 891 800	14 820 774	8 842 352	5 978 423	71 026	99,5
2101	Gestion des applications d'entreprise	77 681 050	0	9 512 756	87 193 806	87 076 338	46 874 606	40 201 732	117 468	99,9
2102	Gestion des infrastructures et des activités	80 041 200	0	13 798 000	93 839 200	93 826 472	53 707 778	40 118 693	12 728	100,0
2103	Services et équipements de l'environnement de travail numérique	25 209 000	0	7 582 200	32 791 200	32 786 202	15 099 453	17 686 749	4 998	100,0
2120	Mobilier	7 990 000	0	– 2 035 000	5 955 000	5 947 349	3 876 820	2 070 529	7 651	99,9

Poste	Position	Crédits initiaux (1)	Suppléments budgétaires (2)	Virements (3)	Crédits définitifs (4) = (1) + (2) + (3)	Montant engagé (5)	Montant payé (6)	Crédits/Engagements reportés à l'année suivante 2026 (7)=(5) - (6)	Crédits annulés (8) = (4) - (5)	Utilisés (payés ou reportés) (9) = ((6) + (7)) / (4) (%)
2 1 4 0	Matériel et installations techniques	21 322 000	0	6 273 000	27 595 000	27 560 711	12 487 135	15 073 576	34 289	99,9
2 1 6 0	Transport de députés, d'autres personnes et de biens	5 901 000	0	– 556 410	5 344 590	4 523 236	3 775 210	748 026	821 354	84,6
2 3 0 0	Papeterie, fournitures de bureau et consommables divers	296 000	0	– 114 000	182 000	181 500	142 462	39 038	500	99,7
2 3 1 0	Charges financières	1 850 000	0	– 1 770 000	80 000	80 000	53 766	26 234	0	100,0
2 3 2 0	Frais juridiques et dommages-intérêts	1 635 000	0	– 50 000	1 585 000	1 540 000	147 671	1 392 329	45 000	97,2
2 3 6 0	Affranchissement de correspondance et frais de port	270 000	0	– 87 100	182 900	163 265	103 905	59 360	19 635	89,3
2 3 7 0	Déménagement	700 000	0	705 000	1 405 000	1 383 047	1 198 438	184 609	21 953	98,4
2 3 8 0	Autres dépenses administratives	2 385 000	0	– 255 000	2 130 000	2 099 684	1 608 158	491 527	30 316	98,6
2 3 9 0	Activités EMAS, notamment la promotion, et dispositif de compensation des émissions de carbone du Parlement européen	250 000	0	– 30 000	220 000	220 000	23 569	196 431	0	100,0
3 0 0 0	Frais de missions et de déplacement entre les trois lieux de travail du personnel	28 850 000	0	400 000	29 250 000	29 250 000	26 820 489	2 429 511	0	100,0
3 0 2 0	Frais de réception et de représentation	1 028 900	0	– 70 000	958 900	932 754	573 221	359 533	26 146	97,3

Poste	Position	Crédits initiaux (1)	Suppléments budgétaires (2)	Virements (3)	Crédits définitifs (4) = (1) + (2) + (3)	Montant engagé (5)	Montant payé (6)	Crédits/Engagements reportés à l'année suivante 2026 (7)=(5) - (6)	Crédits annulés (8) = (4) - (5)	Utilisés (payés ou reportés) (9) = ((6) + (7)) / (4) (%)
3 0 4 0	Frais divers de réunions internes	370 000	0	– 50 000	320 000	300 849	224 903	75 946	19 151	94,0
3 0 4 2	Réunions, congrès, conférences et délégations	3 282 900	0	– 20 000	3 262 900	2 803 721	2 147 907	655 815	459 179	85,9
3 0 4 9	Frais de prestations de l'agence de voyages	3 590 000	0	0	3 590 000	3 532 000	3 193 365	338 635	58 000	98,4
3 2 0 0	Acquisition d'expertise	6 485 000	0	– 1 135 139	5 349 861	5 094 617	1 306 093	3 788 525	255 244	95,2
3 2 1 0	Dépenses pour les services de recherche parlementaire, y compris la bibliothèque, les archives historiques, l'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA) et le Centre européen des médias scientifiques	10 134 000	0	– 561 000	9 573 000	9 366 622	6 554 068	2 812 554	206 378	97,8
3 2 2 0	Dépenses de documentation	3 115 000	0	– 428 568	2 686 432	2 662 163	871 426	1 790 738	24 269	99,1
3 2 3 0	Soutien à la démocratie et renforcement des capacités parlementaires des parlements des pays tiers	1 400 000	0	– 435 000	965 000	603 311	471 620	131 691	361 689	62,5
3 2 4 0	Journal officiel	0	0	0	0	0	0	0	0	—
3 2 4 1	Publications numériques et traditionnelles	1 619 600	0	– 47 276	1 572 324	1 551 174	1 080 889	470 284	21 151	98,7

Poste	Position	Crédits initiaux (1)	Suppléments budgétaires (2)	Virements (3)	Crédits définitifs (4) = (1) + (2) + (3)	Montant engagé (5)	Montant payé (6)	Crédits/Engagements reportés à l'année suivante 2026 (7)=(5) - (6)	Crédits annulés (8) = (4) - (5)	Utilisés (payés ou reportés) (9) = ((6) + (7)) / (4) (%)
3 2 4 2	Dépenses de publication, d'information et de participation aux manifestations publiques	27 640 000	0	1 980 000	29 620 000	29 584 053	14 665 870	14 918 183	35 947	99,9
3 2 4 3	Centres des visiteurs du Parlement européen	27 150 000	0	– 430 000	26 720 000	26 643 067	11 204 433	15 438 634	76 933	99,7
3 2 4 4	Organisation et accueil de groupes de visiteurs, programme Euroscola et invitations de multiplicateurs d'opinion de pays tiers	38 496 000	0	– 1 600 000	36 896 000	36 856 000	26 085 597	10 770 403	40 000	99,9
3 2 4 5	Organisation de colloques et de séminaires	4 803 050	0	– 80 000	4 723 050	4 689 500	3 023 332	1 666 168	33 550	99,3
3 2 4 8	Dépenses d'information audiovisuelle	21 072 500	0	5 062 000	26 134 500	26 131 512	12 623 422	13 508 089	2 988	100,0
3 2 4 9	Échanges d'informations avec les parlements nationaux	258 000	0	– 30 000	228 000	228 000	184 385	43 615	0	100,0
3 2 5 0	Dépenses afférentes aux bureaux de liaison	11 088 000	0	– 20 000	11 068 000	11 056 999	5 939 748	5 117 252	11 001	99,9
4 0 0 0	Dépenses administratives de fonctionnement et dépenses liées aux activités politiques et d'information	70 000 000	0	– 3 470 000	66 530 000	66 530 000	65 945 664	584 336	0	100,0

Poste	Position	Crédits initiaux (1)	Suppléments budgétaires (2)	Virements (3)	Crédits définitifs (4) = (1) + (2) + (3)	Montant engagé (5)	Montant payé (6)	Crédits/Engagements reportés à l'année suivante 2026 (7)=(5) - (6)	Crédits annulés (8) = (4) - (5)	Utilisés (payés ou reportés) (9) = ((6) + (7)) / (4) (%)
4 0 2 0	Financement des partis politiques européens	46 000 000	0	– 3 868 000	42 132 000	42 131 218	42 131 218	0	782	100,0
4 0 3 0	Financement des fondations politiques européennes	24 000 000	0	– 352 000	23 648 000	23 647 289	23 647 289	0	711	100,0
4 2 2 0	Dépenses relatives à l'assistance parlementaire	263 855 176	– 898 777	– 10 794 843	252 161 556	252 014 168	231 689 981	20 324 187	147 388	99,9
4 4 0 0	Frais de réunion et autres activités des anciens députés	310 000	0	0	310 000	310 000	310 000	0	0	100,0
4 4 2 0	Coût des réunions et autres activités de l'Association parlementaire européenne	310 000	0	0	310 000	310 000	310 000	0	0	100,0
5 0 0 0	Dépenses opérationnelles de l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes	408 000	0	– 118 000	290 000	139 733	84 746	54 987	150 267	48,2
5 0 1 0	Dépenses afférentes au comité de personnalités éminentes indépendantes	20 000	0	– 20 000	0	0	0	0	0	—
X 0 0 0	CRÉDITS PROVISIONNELS	3 100 000	0	– 3 098 712	1 288	0	0	0	1 288	0,0
X 1 0 0	RÉSERVE POUR IMPRÉVUS	7 200 000	0	– 7 200 000	0	0	0	0	0	—
	TOTAL	**2 532 695 108**	**– 5 203 267**	**0**	**2 527 491 841**	**2 517 767 307**	**2 156 578 066**	**361 189 241**	**9 724 534**	**99,6**

ANNEXE IV

EXÉCUTION DES CRÉDITS REPORTÉS DE DROIT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Poste	Rubrique	Crédits reportés de droit de l'exercice (1)	Paiements sur crédits reportés de droit (2)	Crédits annulés (3) = (1) - (2)	Utilisés (4) = (2) / (1) (%)
1 0 0 0	Traitements	0	0	0	—
1 0 0 4	Frais de voyage ordinaires	14 592 009	7 608 733	6 983 275	52,1
1 0 0 5	Autres frais de voyage	2 157 123	997 460	1 159 663	46,2
1 0 0 6	Indemnité de frais généraux	0	0	0	—
1 0 0 7	Indemnités de fonctions	0	0	0	—
1 0 1 0	Couverture des risques d'accident et de maladie et autres charges sociales	228 983	206 541	22 442	90,2
1 0 1 2	Interventions spécifiques en faveur des députés handicapés	183 733	19 765	163 968	10,8
1 0 2 0	Indemnités transitoires	0	0	0	—
1 0 3 0	Pensions d'ancienneté (FID)	0	0	0	—
1 0 3 1	Pensions d'invalidité (FID)	0	0	0	—
1 0 3 2	Pensions de survie (FID)	0	0	0	—
1 0 3 3	Régime de pension volontaire des députés	0	0	0	—
1 0 5 0	Cours de langues et d'informatique	286 309	164 989	121 320	57,6
1 2 0 0	Rémunérations et indemnités	0	0	0	—
1 2 0 2	Heures supplémentaires rémunérées	27 232	25 392	1 840	93,2
1 2 0 4	Droits liés à la prise de fonctions, mutation, cessation de fonctions	343 647	343 647	0	100,0
1 2 2 0	Indemnités en cas de retrait d'emploi et congé dans l'intérêt du service	0	0	0	—

Poste	Rubrique	Crédits reportés de droit de l'exercice (1)	Paiements sur crédits reportés de droit (2)	Crédits annulés (3) = (1) - (2)	Utilisés (4) = (2) / (1) (%)
1 2 2 2	Indemnités pour cessation définitive de fonctions et système spécial de retraite pour les fonctionnaires et agents temporaires	0	0	0	—
1 4 0 0	Autres agents – Secrétariat général et groupes politiques	338 297	160 936	177 361	47,6
1 4 0 1	Autres agents – Sécurité	0	0	0	—
1 4 0 2	Autres agents – Chauffeurs au secrétariat général	0	0	0	—
1 4 0 4	Stages, experts nationaux détachés, échanges de fonctionnaires et visites d'étude	2 771 011	2 731 087	39 923	98,6
1 4 0 5	Dépenses d'interprétation	5 808 029	5 736 274	71 755	98,8
1 4 0 6	Observateurs	0	0	0	—
1 4 2 0	Services de traduction externes	443 595	442 224	1 371	99,7
1 6 1 0	Frais de recrutement	17 669	10 797	6 872	61,1
1 6 1 2	Apprentissage et développement	2 544 094	2 120 108	423 987	83,3
1 6 3 0	Service social	392 588	168 681	223 907	43,0
1 6 3 1	Mobilité	50 242	48 142	2 100	95,8
1 6 3 2	Relations sociales et autres interventions sociales	65 979	39 279	26 700	59,5
1 6 5 0	Santé et prévention	885 306	717 284	168 021	81,0
1 6 5 2	Frais de restauration	38 399	7 923	30 476	20,6
1 6 5 4	Infrastructures d'accueil des enfants	2 107 838	1 961 571	146 267	93,1
1 6 5 5	Contribution du Parlement européen aux Écoles européennes de type II accréditées	0	0	0	—
2 0 0 0	Loyers	541 581	379 042	162 539	70,0
2 0 0 1	Redevances emphytéotiques	0	0	0	—
2 0 0 3	Acquisition de biens immobiliers	0	0	0	—

Poste	Rubrique	Crédits reportés de droit de l'exercice (1)	Paiements sur crédits reportés de droit (2)	Crédits annulés (3) = (1) - (2)	Utilisés (4) = (2) / (1) (%)
2007	Construction d'immeubles et aménagement des locaux	48 564 965	42 588 944	5 976 020	87,7
2008	Gestion immobilière spécifique	1 804 488	1 463 876	340 612	81,1
2009	Construction et aménagement d'immeubles: Idealab	0	0	0	—
2022	Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles	30 642 313	28 710 889	1 931 425	93,7
2024	Consommation d'énergie	5 997 396	5 249 535	747 861	87,5
2026	Sécurité et surveillance des immeubles	3 749 998	2 984 225	765 774	79,6
2028	Assurance	3 299 800	2 794 335	505 464	84,7
2100	Gouvernance informatique et cybersécurité	4 679 353	4 627 115	52 238	98,9
2101	Gestion des applications d'entreprise	32 068 212	31 178 692	889 520	97,2
2102	Gestion des infrastructures et des activités	37 314 392	36 963 861	350 531	99,1
2103	Services et équipements de l'environnement de travail numérique	22 457 431	22 086 413	371 018	98,3
2120	Mobilier	2 949 033	2 924 496	24 537	99,2
2140	Matériel et installations techniques	15 123 071	14 230 146	892 925	94,1
2160	Transport de députés, d'autres personnes et de biens	1 166 074	1 129 467	36 607	96,9
2300	Papeterie, fournitures de bureau et consommables divers	15 952	7 192	8 760	45,1
2310	Charges financières	28 431	6 495	21 936	22,8
2320	Frais juridiques et dommages-intérêts	530 048	56 345	473 704	10,6
2360	Affranchissement de correspondance et frais de port	146 556	110 566	35 990	75,4
2370	Déménagement	141 613	112 989	28 624	79,8
2380	Autres dépenses administratives	747 253	658 206	89 047	88,1

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2026/2821/oj

Poste	Rubrique	Crédits reportés de droit de l'exercice (1)	Paiements sur crédits reportés de droit (2)	Crédits annulés (3) = (1) - (2)	Utilisés (4) = (2) / (1) (%)
2 3 9 0	Activités EMAS, notamment la promotion, et dispositif de compensation des émissions de carbone du Parlement européen	3 487	1 052	2 435	30,2
3 0 0 0	Frais de missions et de déplacement entre les trois lieux de travail du personnel	2 854 791	2 831 036	23 755	99,2
3 0 2 0	Frais de réception et de représentation	202 000	93 049	108 951	46,1
3 0 4 0	Frais divers de réunions internes	38 819	10 506	28 314	27,1
3 0 4 2	Réunions, congrès, conférences et délégations	300 731	159 290	141 441	53,0
3 0 4 9	Frais de prestations de l'agence de voyages	58 189	21 630	36 559	37,2
3 2 0 0	Acquisition d'expertise	1 755 145	1 550 776	204 370	88,4
3 2 1 0	Dépenses pour les services de recherche parlementaire, y compris la bibliothèque, les archives historiques, l'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA) et le Centre européen des médias scientifiques	2 627 722	2 415 048	212 674	91,9
3 2 2 0	Dépenses de documentation	2 097 176	1 957 810	139 366	93,4
3 2 3 0	Soutien à la démocratie et renforcement des capacités parlementaires des parlements des pays tiers	82 255	62 040	20 215	75,4
3 2 4 1	Publications numériques et traditionnelles	979 400	961 030	18 370	98,1
3 2 4 2	Dépenses de publication, d'information et de participation aux manifestations publiques	17 412 858	16 334 915	1 077 943	93,8
3 2 4 3	Centres des visiteurs du Parlement européen	17 350 812	15 139 694	2 211 117	87,3
3 2 4 4	Organisation et accueil de groupes de visiteurs, programme Euroscola et invitations de multiplicateurs d'opinion de pays tiers	10 801 473	9 685 537	1 115 936	89,7
3 2 4 5	Organisation de colloques et de séminaires	1 519 049	1 382 957	136 092	91,0

Poste	Rubrique	Crédits reportés de droit de l'exercice (1)	Paiements sur crédits reportés de droit (2)	Crédits annulés (3) = (1) - (2)	Utilisés (4) = (2) / (1) (%)
3 2 4 8	Dépenses d'information audiovisuelle	13 544 881	13 529 157	15 724	99,9
3 2 4 9	Échanges d'informations avec les parlements nationaux	25 203	17 893	7 310	71,0
3 2 5 0	Dépenses afférentes aux bureaux de liaison	2 944 590	2 461 306	483 284	83,6
4 0 0 0	Dépenses administratives de fonctionnement et dépenses liées aux activités politiques et d'information	543 395	412 770	130 626	76,0
4 0 2 0	Financement des partis politiques européens	0	0	0	—
4 0 3 0	Financement des fondations politiques européennes	0	0	0	—
4 2 2 0	Dépenses relatives à l'assistance parlementaire	16 262 053	16 022 128	239 925	98,5
4 4 0 0	Frais de réunion et autres activités des anciens députés	0	0	0	—
4 4 2 0	Coût des réunions et autres activités de l'Association parlementaire européenne	0	0	0	—
5 0 0 0	Dépenses opérationnelles de l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes	94 658	30 984	63 673	32,7
5 0 1 0	Dépenses afférentes au comité de personnalités éminentes indépendantes	0	0	0	—
	TOTAL	**336 748 728**	**306 854 269**	**29 894 459**	**91,1**

ANNEXE V

EXÉCUTION DES CRÉDITS OUVERTS SUR RECETTES AFFECTÉES INTERNES

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiements sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
1 0 0 0	Traitements	22 000	22 000	22 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1 0 0 4	Frais de voyage ordinaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1 0 0 5	Autres frais de voyage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1 0 0 6	Indemnité de frais généraux	162 580	162 580	162 580	0	0	0	0	0	17 390	0	0	17 390
1 0 0 7	Indemnités de fonctions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1 0 1 0	Couverture des risques d'accident et de maladie et autres charges sociales	0	0	0	0	0	0	0	0	2 023	0	0	2 023
1 0 1 2	Interventions spécifiques en faveur des députés handicapés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1 0 2 0	Indemnités transitoires	23 975	23 975	23 975	0	0	0	0	0	91 842	0	0	91 842

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiements sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
1030	Pensions d'ancienneté (FID)	221 124	221 124	221 124	0	0	0	0	0	68 489	0	0	68 489
1031	Pensions d'invalidité (FID)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1032	Pensions de survie (FID)	0	0	0	0	0	0	0	0	6 349	0	0	6 349
1033	Régime de pension volontaire des députés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1050	Cours de langues et d'informatique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1200	Rémunérations et indemnités	450 327	450 327	450 327	0	0	0	0	0	504 595	0	0	504 595
1202	Heures supplémentaires rémunérées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1204	Droits liés à la prise de fonctions, mutation, cessation de fonctions	12 000	12 000	12 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2026/2821/oj
JO C du 10.6.2026

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiements sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
1 2 2 0	Indemnités en cas de retrait d'emploi et congé dans l'intérêt du service	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1 2 2 2	Indemnités pour cessation définitive de fonctions et système spécial de retraite pour les fonctionnaires et agents temporaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1 4 0 0	Autres agents – Secrétariat général et groupes politiques	7 215 640	7 193 126	7 116 700	0	22 515	74 407	11 277	63 130	6 413 923	80 000	80 000	6 333 923
1 4 0 1	Autres agents – Sécurité	789 413	789 413	789 413	0	0	0	0	0	810 042	0	0	810 042
1 4 0 2	Autres agents – Chauffeurs au secrétariat général	602	602	602	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiements sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
1 4 0 4	Stages, experts nationaux détachés, échanges de fonctionnaires et visites d'étude	16 592	16 587	16 495	0	6	0	0	0	33 976	0	0	33 976
1 4 0 5	Dépenses d'interprétation	524 796	524 796	301 911	0	0	436 223	291 942	144 281	3 778 083	3 289 459	3 106 100	488 624
1 4 0 6	Observateurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1 4 2 0	Services de traduction externes	2 401	2 398	2 398	0	4	0	0	0	7 406	0	0	7 406
1 6 1 0	Frais de recrutement	900	885	885	0	15	0	0	0	31 202	0	0	31 202
1 6 1 2	Apprentissage et développement	23 218	17 605	8 672	0	5 613	5 014	5 014	0	84 906	1 944	1 944	82 962
1 6 3 0	Service social	0	0	0	0	0	0	0	0	3 398	0	0	3 398
1 6 3 1	Mobilité	9 328	9 328	9 328	0	0	7 000	2 245	4 755	25 395	25 395	6 946	0

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2026/2821/oj

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiements sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
1 6 3 2	Relations sociales et autres interventions sociales	49 286	49 286	49 286	0	0	0	0	0	32 974	0	0	32 974
1 6 5 0	Santé et prévention	855	0	0	0	855	973	973	0	2 251	0	0	2 251
1 6 5 2	Frais de restauration	0	0	0	0	0	0	0	0	25 141	0	0	25 141
1 6 5 4	Infrastructures d'accueil des enfants	4 860 956	4 860 956	4 824 563	0	0	633 826	633 826	0	4 849 805	136 933	0	4 712 872
1 6 5 5	Contribution du Parlement européen aux Écoles européennes de type II accréditées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 0 0 0	Loyers	10 936 096	5 651 543	5 319 262	5 284 552	0	144 694	66 578	10 120	3 582 370	559 477	559 476	3 022 893
2 0 0 1	Redevances emphytéotiques	0	0	0	0	0	0	0	0	2 128 722	0	0	2 128 722

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiements sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
2003	Acquisition de biens immobiliers	74 286	0	0	74 286	0	854 000	454 000	0	1 073 323	0	0	1 073 323
2007	Construction d'immeubles et aménagement des locaux	582 890	580 892	50 749	0	1 998	429 016	410 092	18 924	822 604	0	0	822 604
2008	Gestion immobilière spécifique	6 440	6 440	6 440	0	0	10 527	1 924	8 603	213 550	0	0	213 550
2009	Construction et aménagement d'immeubles: Idealab	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2022	Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles	713 336	625 154	374 648	0	88 181	358 149	202 529	155 620	458 754	0	0	458 754
2024	Consommation d'énergie	1 090 694	1 064 502	562 456	0	26 192	273 923	220 118	53 805	977 716	0	0	977 716

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiements sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
2026	Sécurité et surveillance des immeubles	201 931	201 931	4 501	0	0	344 713	279 250	65 464	309 152	269 186	194 908	39 966
2028	Assurance	6 761	6 761	6 761	0	0	75 329	73 481	1 848	72 454	0	0	72 454
2100	Gouvernance informatique et cybersécurité	0	0	0	0	0	36 279	36 279	0	0	0	0	0
2101	Gestion des applications d'entreprise	0	0	0	0	0	63 306	63 306	0	59 342	32 878	21 664	26 464
2102	Gestion des infrastructures et des activités	179 720	178 814	107 248	0	905	163 766	163 074	692	121 377	38 660	6 363	82 717
2103	Services et équipements de l'environnement de travail numérique	55 434	55 434	38 194	0	0	28 788	28 788	0	262 177	210 698	170 482	51 480
2120	Mobilier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiements sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
2 1 4 0	Matériel et installations techniques	31 702	31 702	29 195	0	0	15	15	0	250 345	89 184	1 519	161 161
2 1 6 0	Transport de députés, d'autres personnes et de biens	125 763	123 924	123 924	0	1 839	0	0	0	80 427	0	0	80 427
2 3 0 0	Papeterie, fournitures de bureau et consommables divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 3 1 0	Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 3 2 0	Frais juridiques et dommages-intérêts	8 758	0	0	0	8 758	0	0	0	24 238	0	0	24 238
2 3 6 0	Affranchissement de correspondance et frais de port	0	0	0	0	0	0	0	0	845	845	845	0
2 3 7 0	Déménagement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2026/2821/oj

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiements sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
2 3 8 0	Autres dépenses administratives	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 3 9 0	Activités EMAS, notamment la promotion, et dispositif de compensation des émissions de carbone du Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0	0	960	28	0	932
3 0 0 0	Frais de missions et de déplacement entre les trois lieux de travail du personnel	7 736	7 736	7 736	0	0	0	0	0	61 326	61 326	61 326	0
3 0 2 0	Frais de réception et de représentation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 0 4 0	Frais divers de réunions internes	3 811	3 811	3 811	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiements sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
3042	Réunions, congrès, conférences et délégations	92 301	92 301	92 301	0	0	0	0	0	42 182	10 096	10 096	32 086
3049	Frais de prestations de l'agence de voyages	4 139	4 139	4 139	0	0	0	0	0	6 043	0	0	6 043
3200	Acquisition d'expertise	59 171	59 171	50 824	0	0	37 900	29 900	8 000	14 646	0	0	14 646
3210	Dépenses pour les services de recherche parlementaire, y compris la bibliothèque, les archives historiques, l'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA) et le Centre européen des médias scientifiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2026/2821/oj

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiements sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
3 2 2 0	Dépenses de documentation	349	0	0	0	349	29 339	29 339	0	8 902	0	0	8 902
3 2 3 0	Soutien à la démocratie et renforcement des capacités parlementaires des parlements des pays tiers	0	0	0	0	0	0	0	0	834	0	0	834
3 2 4 0	Journal officiel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 2 4 1	Publications numériques et traditionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 2 4 2	Dépenses de publication, d'information et de participation aux manifestations publiques	684	684	0	0	0	84 117	68 117	16 000	68 138	0	0	68 138

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiements sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
3 2 4 3	Centres des visiteurs du Parlement européen	897 600	897 599	414 990	0	1	4 160 211	4 077 799	82 412	5 308 383	2 550 662	350 441	2 757 721
3 2 4 4	Organisation et accueil de groupes de visiteurs, programme Euroscola et invitations de multiplicateurs d'opinion de pays tiers	886 935	784 345	42 576	0	102 590	231 817	198 842	32 975	542 115	338 405	230 143	203 711
3 2 4 5	Organisation de colloques et de séminaires	18 398	18 396	10 260	0	3	3 373	3 373	0	175 231	419	0	174 812
3 2 4 8	Dépenses d'information audiovisuelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2026/2821/oj

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiements sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
3 2 4 9	Échanges d'informations avec les parlements nationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 2 5 0	Dépenses afférentes aux bureaux de liaison	1 355	0	0	0	1 355	0	0	0	697	0	0	697
4 0 0 0	Dépenses administratives courantes et dépenses liées aux activités politiques et d'information	2 769 408	2 769 408	2 769 408	0	0	216 807	52 137	164 670	86 201	86 201	86 201	0
4 0 2 0	Financement des partis politiques européens	3 220 477	3 220 477	3 220 477	0	0	0	0	0	647 801	0	0	647 801
4 0 3 0	Financement des fondations politiques européennes	14 874	14 874	14 874	0	0	0	0	0	1 386 858	0	0	1 386 858

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiements sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
4 2 2 0	Dépenses relatives à l'assistance parlementaire	1 046 205	1 046 205	1 046 205	0	0	0	0	0	1 919 273	0	0	1 919 273
4 4 0 0	Frais de réunion et autres activités des anciens députés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4 4 2 0	Coût des réunions et autres activités de l'Association parlementaire européenne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5 0 0 0	Dépenses opérationnelles de l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiements sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
5 0 1 0	Dépenses afférentes au comité de personnalités éminentes indépendantes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
X 0 0 0	CRÉDITS PROVISION-NELS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
X 1 0 0	RÉSERVE POUR IMPRÉVUS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	**37 423 247**	**31 803 231**	**28 313 236**	**5 358 838**	**261 178**	**8 703 513**	**7 404 217**	**831 299**	**37 496 177**	**7 781 795**	**4 888 453**	**29 714 382,06**

([1]) À l'exception des lignes 2 0 0 0 et 2 0 0 3, pour lesquelles les crédits non engagés en 2025 ont été reportés sur l'année suivante 2026 (voir colonne-4), à la suite de l'application de l'article 12, paragraphe 4, point b), du RF.

([2]) À l'exception de la ligne 2 0 0 0, pour laquelle les engagements non payés en 2025, d'un montant maximal de 67 996,35 EUR, ont été reportés sur l'année suivante 2026, tandis que, dans le même temps, un montant de 10 120 EUR a été annulé, ainsi que de la ligne budgétaire 2 0 0 3, pour laquelle des engagements d'un montant maximal de 400 000 EUR ont été reportés sur l'année suivante 2026, également à la suite de l'application de l'article 12, paragraphe 4, point b), du RF (voir colonne 8).

ANNEXE VI

SITUATION DES RECETTES EN 2025

Article / poste	Rubrique	Budget total (1)	Droits constatés (2)	Droits reportés de l'année précédente (3)	Droits reportés de l'année précédente et annulés ou abandonnés au cours de la période de référence (4)	Total des droits (5) = (2) + (3) - (4)	Recettes perçues sur les droits constatés au cours de l'année de référence (6)	Recettes encaissées sur droits reportés de l'année précédente (7)	Total des recettes encaissées (8) = (6) + (7)	Total de la dette restante (9) = (5) - (8)
3 0 0 0	Impôt sur la rémunération	105 869 539	101 658 056	0	0	101 658 056	101 658 056	0	101 658 056	0
3 0 0 1	Prélèvements spéciaux sur les rémunérations	16 162 194	15 453 273	0	0	15 453 273	15 453 273	0	15 453 273	0
3 0 1 0	Contribution du personnel au financement du régime de pensions	121 092 129	120 152 159	0	0	120 152 159	120 152 159	0	120 152 159	0
3 0 1 1	Transferts ou rachats des droits à pension par le personnel	6 000 000	7 631 854	4 492	0	7 636 346	7 631 854	0	7 631 854	4 492
3 0 1 2	Contribution du personnel en congé au régime de pensions	40 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3 0 1 4	Contribution des membres du Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 1 0	Vente de biens immeubles – Recettes affectées	0	0	5 569 477	0	5 569 477	0	556 948	556 948	5 012 529
3 1 1	Vente d'autres biens	5 000	49 200	0	0	49 200	49 200	0	49 200	0

Article / poste	Rubrique	Budget total (1)	Droits constatés (2)	Droits reportés de l'année précédente (3)	Droits reportés de l'année précédente et annulés ou abandonnés au cours de la période de référence (4)	Total des droits (5) = (2) + (3) - (4)	Recettes perçues sur les droits constatés au cours de l'année de référence (6)	Recettes encaissées sur droits reportés de l'année précédente (7)	Total des recettes encaissées (8) = (6) + (7)	Total de la dette restante (9) = (5) - (8)
3 1 2	Locations et sous-locations de biens immeubles – Recettes affectées	0	4 485 210	16 777	11 093	4 490 894	4 472 473	194	4 472 667	18 227
3 2 0	Recettes provenant du produit de fournitures et de prestations de services et de travaux – Recettes affectées	0	17 298 404	395 767	1 632	17 692 539	17 136 614	339 748	17 476 362	216 177
3 2 1	Remboursements des indemnités de mission par d'autres institutions ou organismes – Recettes affectées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 2 2	Recettes provenant de tiers pour la fourniture de biens ou de services, ou l'exécution de travaux – Recettes affectées	0	4 243 548	427 441	8 965	4 662 024	3 790 185	417 619	4 207 804	454 220
3 3 0	Restitution des sommes qui ont été indûment payées – Recettes affectées	0	15 796 589	2 895 825	16 643	18 675 771	10 554 501	188 360	10 742 861	7 932 911
3 3 1	Recettes correspondant à une destination déterminée (revenus de fondations, subventions, dons et legs) – Recettes affectées	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Article / poste	Rubrique	Budget total (1)	Droits constatés (2)	Droits reportés de l'année précédente (3)	Droits reportés de l'année précédente et annulés ou abandonnés au cours de la période de référence (4)	Total des droits (5) = (2) + (3) - (4)	Recettes perçues sur les droits constatés au cours de l'année de référence (6)	Recettes encaissées sur droits reportés de l'année précédente (7)	Total des recettes encaissées (8) = (6) + (7)	Total de la dette restante (9) = (5) - (8)
3 3 3	Indemnités d'assurances perçues – Recettes affectées	0	23 197	16 339	0	39 536	23 197	16 339	39 536	0
3 3 8	Autres recettes provenant de la gestion administrative – Recettes affectées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 3 9	Autres recettes provenant de la gestion administrative	1 000	1 075 960	2 128 247	184 319	3 019 888	1 070 973	0	1 070 973	1 948 915
4 0 0	Revenus des fonds placés ou prêtés et des comptes bancaires	0	3 595 888	0	0	3 595 888	3 595 888	0	3 595 888	0
6 6 8	Autres contributions et restitutions – Recettes non affectées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	**249 169 862**	**291 463 337**	**11 454 366**	**222 652**	**302 695 051**	**285 588 372**	**1 519 208**	**287 107 579**	**15 587 472**

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2026/2821/oj

ANNEXE VII

PROJET ADENAUER II – CHIFFRES CLÉS

(en millions d'euros, valeur d'octobre 2012)

	Coûts estimés 2009-2012	Coûts au 31.12.2025	Sous-utilisation/ dépassement
I. Travaux de construction (juillet 2013)	**432,8**	**411,5** **Dont: Espace visiteurs «Europa Experience» (12)**	**– 21,3**
II. Autres			
Gestion du projet	57,7	125,0	67,3
Coûts de financement	119	5,1	– 113,9
Terrain/assurance/services	2,4	28,5	26,1
TOTAL	**611,9**	**570,1**	**– 41,8**
Travaux préparatoires et géothermiques		16,8	16,8
Compensations pour retards		29,5	29,5
«Finitions», maintenance, sécurité		27,2	27,2